



Suivi de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières | Burkina Faso

Mai 2023

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière¹.

Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels dans la zone frontalière du Burkina Faso avec le Mali et le Niger, plus précisément les régions du Centre-nord, de l'Est, du Nord et du Sahel. Depuis 2018, la volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont intensifié les déplacements de populations. La situation sécuritaire critique a en effet causé le déplacement de 2 062 534 personnes déplacées internes (PDI) à la date du 31 mars 2023 au Burkina Faso².

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de «zone de connaissance». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt (admin 3) situées sur le territoire burkinabé, le long de la bande frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

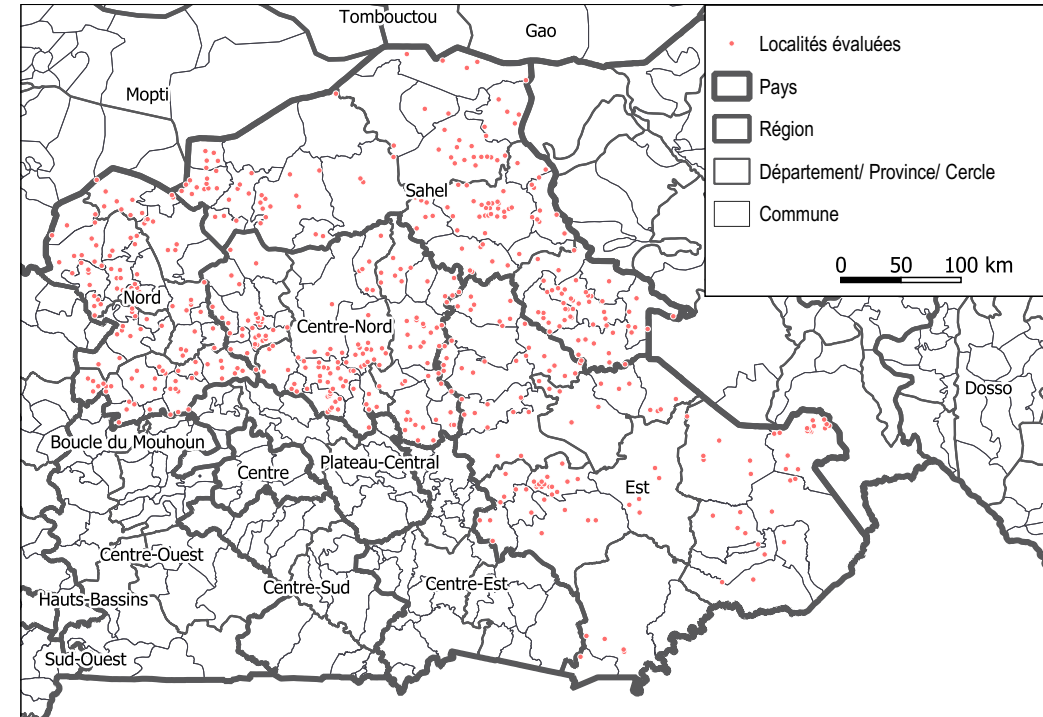
Au total, pour la collecte de mai, 695 localités ont été évaluées au Burkina Faso au travers des informateurs-clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des IC ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « pourcentage de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 10 % des localités de l'unité administrative 2 (province) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 27 avril et le 15 mai 2023. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

NOTE A LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en % de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte - sauf indication contraire. Les entretiens avec les IC ont été réalisés en présentiel et à distance (par téléphone).

1. REACH, Termes de référence, *Suivi humanitaire multisectorielle (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso*, octobre 2022

Carte 1. Carte des localités enquêtées



85% d'IC ont rapporté avoir visité eux-même la localité sur laquelle ils rapportaient des informations, au cours du mois précédant la collecte.

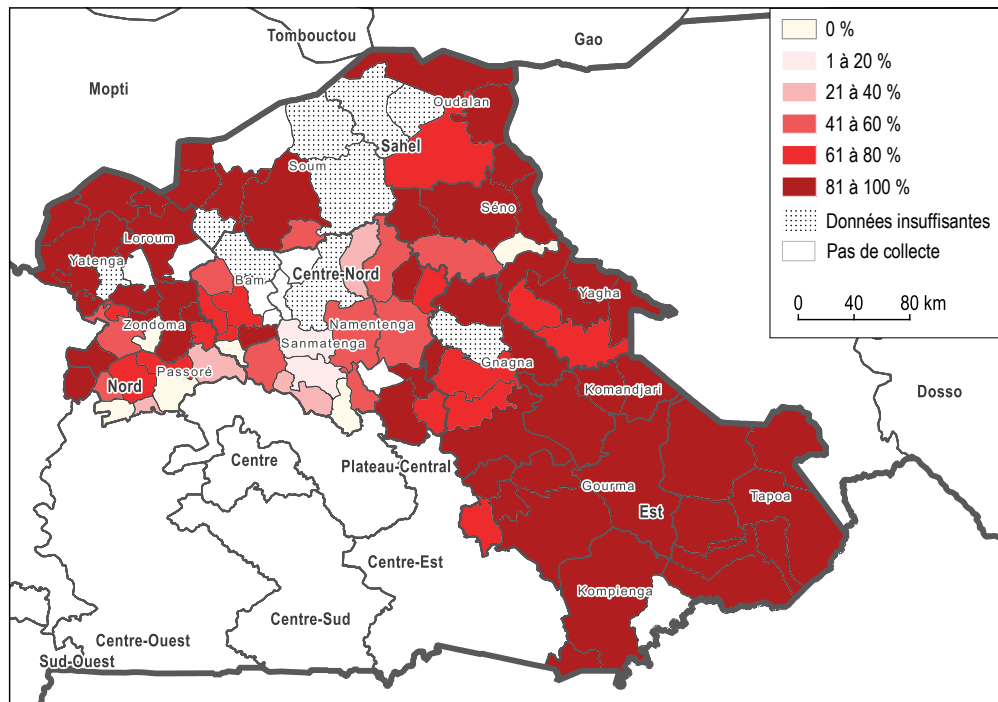
15% d'IC ont rapporté avoir été en contact avec quelqu'un qui était dans la localité sur laquelle ils rapportaient des informations, au cours du mois précédant la collecte.

À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org

2. Conseil National de Secours d'urgence et de Réhabilitation (CONASUR), *Situation des personnes déplacées internes dans les communes*, mars 2023

Carte 2. % de localités évaluées où la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte



ANALYSE DES TENDANCES

- L'arrivée des PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données a été signalée dans 20% des localités évaluées. Ces arrivées de personnes déplacées étaient en baisse par rapport au mois de mars 2023 (26% des localités alors évaluées).
- Les principales localités d'origine des PDI au cours des 30 jours précédant la période de collecte de données étaient les localités de la province du Yatenga (17%), Sanmatenga (12%), et le Namentenga (11%). Les localités de la province du Yatenga ne faisaient pas partie des principales localités d'origine des PDI en mars 2023.
- La violence dans la localité d'origine demeurait le principal facteur de déplacement des populations dans 100% des localités évaluées tout comme au mois de mars 2023.

RÉSULTATS CLÉS

L'accès à la nourriture dans l'ensemble des régions évaluées s'était dégradé de février à mai 2023, aussi bien pour les personnes déplacées que non déplacées. **Dans 67% des localités évaluées de la région du Sahel, l'épuisement des stocks était l'une des principales raisons du manque d'accès à la nourriture. Ce résultat est particulièrement préoccupant compte tenu de la période de soudure qui commençait au mois de mai.**

Dans la région du Centre-Nord, les raisons principales empêchant les populations d'avoir accès à leurs moyens d'existence habituels étaient le manque d'accès à un capital pour démarrer une activité génératrice de revenu (AGR), le manque d'opportunité de travail journalier et l'augmentation générale des prix. A titre de comparaison, on observait qu'en février l'insécurité était le principal facteur (86%) expliquant les perturbations pour l'accès aux moyens de subsistance. **Il semblerait que les perturbations des moyens de subsistance soient liées de plus en plus à la situation socio-économique des communes, et plus seulement au contexte sécuritaire.**

Les incidents sécuritaires rapportés étaient en légère baisse comparativement au mois de février 2023 (17%) sur l'ensemble des localités évaluées, excepté pour les localités de la région de l'Est (29%). Les communes de Foutouri dans la province de la Komandjari et de Partiaga dans la Tapoa étaient celles avec le plus d'incidents sécuritaires rapportés affectant les populations civiles.

La proportion de localités évaluées dans lesquelles il a été noté l'arrivée de retournés (35%) était en baisse par rapport au mois de mars 2023 (75%) dans la région du Centre-Nord. **Les menaces sécuritaires dans leur localité de déplacement était l'une des principales raisons de ces retours (50%).**

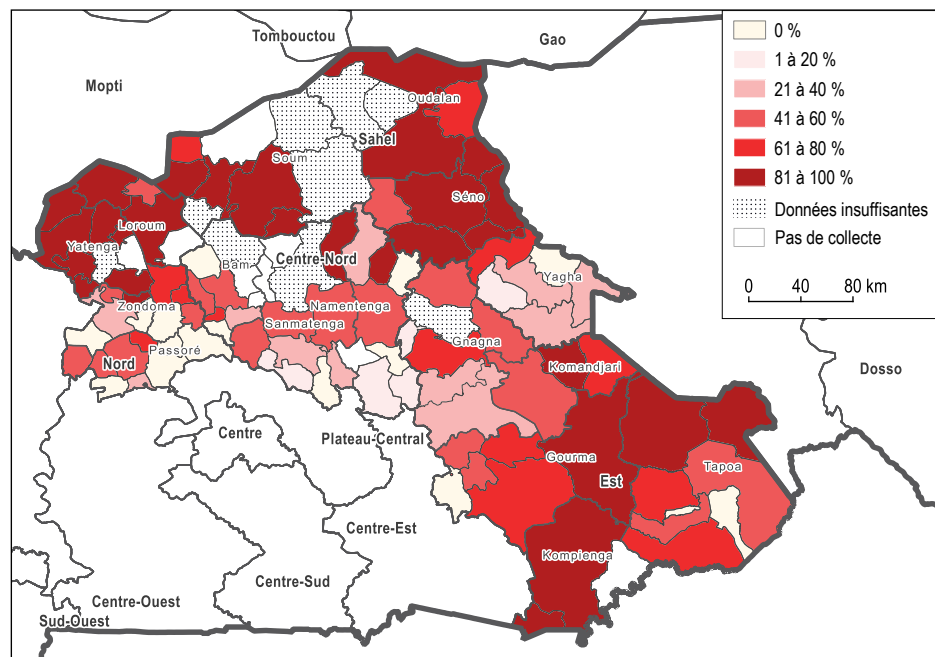
L'inaccessibilité des services éducatifs pour les populations en âge d'aller à l'école dans les localités évaluées était en hausse pour l'ensemble des localités évaluées au mois de mai 2023.

Il a été **noté une augmentation de la prise en charge de la malnutrition de façon générale et en particulier dans la région du Sahel (49%).** Ce fait indique une augmentation des activités humanitaires liées à la nutrition dans la région du Sahel en mai 2023.



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Carte 3. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas assez d'argent (cash ou mobile) pour subvenir à leurs besoins au cours des 30 jours précédant la collecte de données



L'accès à la nourriture s'est dégradé depuis la collecte de données de février 2023, aussi bien pour les populations non-déplacées que déplacées. **En particulier, dans la région du Sahel, la population déplacée n'avait pas accès à suffisamment de nourriture dans 75% des localités. Le constat était le même pour les populations non déplacées (64%).** Cette situation était alarmante dans les communes de Djibo, Oursi, Tin Akoff, Seytenga, Arbinda, Koutougou et Pobe-Mengao où pour 100% des localités évaluées, la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture. Cela est d'autant plus préoccupant à l'approche de la période de soudure qui s'étend généralement de mai à août³. Les principales raisons pour lesquelles la majorité de la population déplacée n'avait pas accès à suffisamment de nourriture dans la région du Sahel étaient l'épuisement des stocks de nourriture (67%), la cherté des produits alimentaires (55%) et le manque d'argent pour acheter de la nourriture (46%). Ces principales raisons étaient les mêmes pour les

populations non déplacées à l'exception du manque d'argent pour acheter de la nourriture qui était remplacé chez ces populations par le manque d'accès aux terres (38%). **L'épuisement des stocks de nourriture à l'entrée de la période de soudure confirme certaines prévisions sur la situation alimentaire dans les mois à venir.** En effet, selon les estimations de OCHA⁴, 42 000 personnes au Burkina Faso connaîtront une faim catastrophique d'ici fin juin 2023. Pour pallier l'insuffisance de nourriture dans la région du Sahel, la majorité de la population adoptait diverses stratégies telles que la consommation d'aliments moins préférés (79%), la diminution du nombre de repas journalier (63%), et la réduction de la quantité de nourriture consommée pendant les repas (53%). Bien que les populations avaient accès à un marché dans 96% des localités évaluées de la région du Sahel, les prix des produits céréaliers de base étaient élevés (99%). Dans l'ensemble des communes de Falagountou, Arbinda, et Kelbo, les prix des produits céréaliers étaient largement plus élevés que la normale. Les raisons principales de cette augmentation du prix dans la région étaient l'insécurité sur les routes (87%), la hausse des coûts du transport en raison du prix du carburant (64%), et la réduction des convois de ravitaillement (44%). Dans l'ensemble des communes de Matiacoali (100%), Botou (89%), et Kantchari (88%) dans la région de l'Est, et de Gorom-Gorom (88%), Falagountou (100%), et Seytenga (100%) dans la région du Sahel, la majorité de la population n'avait pas assez d'argent pour subvenir à leurs besoins. La raison principale expliquant cette situation dans la région de l'Est était l'insécurité (73%). En effet, la région de l'Est était marquée par une dégradation de sa situation sécuritaire depuis une année, devenant ainsi la deuxième région au Burkina Faso avec le plus d'incidents après celle du Sahel, selon ACLED⁵.

% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales

	Mai 2022	Octobre 2022	Février 2023	Mars 2023	Mai 2023
Centre-Nord	99%	62%	97%	78%	94%
Est	100%	32%	95%	84%	77%
Nord	100%	19%	48%	90%	32%
Sahel	100%	52%	96%	92%	98%

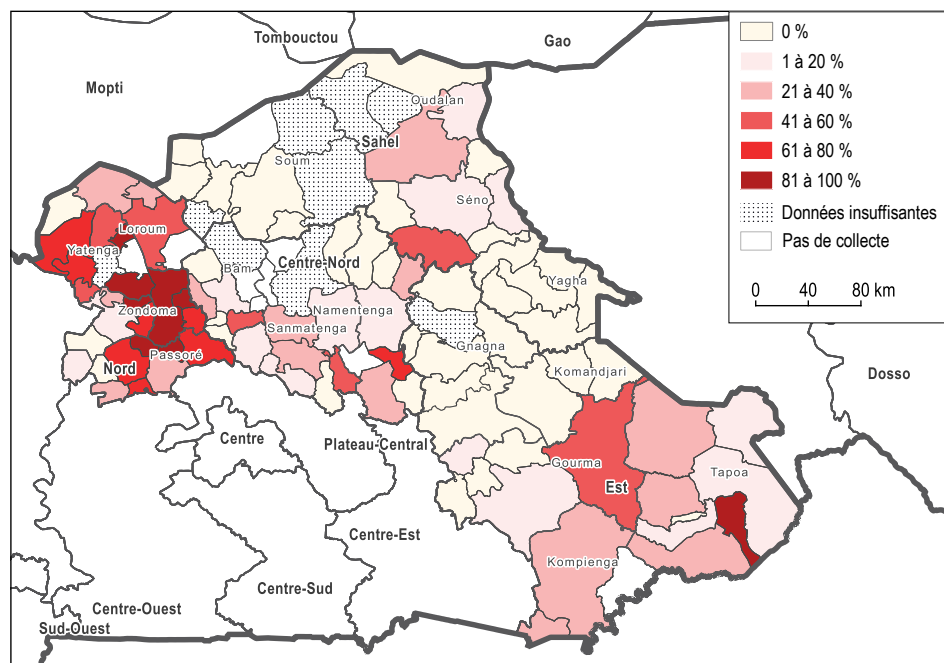
3. FEWSNET, [En l'absence de l'assistance alimentaire, la Famine \(Phase 5 de l'IPC\) se produirait probablement à Djibo entre juin et septembre](#), juin 2023

4. OCHA Burkina Faso, [L'insécurité alimentaire et la malnutrition en Afrique de l'Ouest et du Centre atteignent leur niveau le plus élevé depuis dix ans, alors que la crise s'étend aux pays côtiers](#), avril 2023.

5. ACLED DATA

DÉPLACEMENT

Carte 4. % de localités évaluées ayant rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données



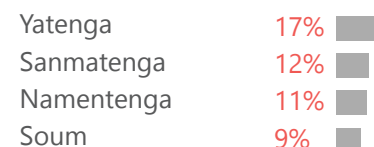
Des mouvements de populations de leurs localités vers d'autres localités ont été signalés dans 20% des localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de données. La région de l'Est enregistrait le plus de localités concernées par cette situation (38%). Les provinces concernées dans cette région étaient celles de la Komandjari (50%) et la Gourma (60%). En effet, selon ACLED⁵ la région de l'Est était celle avec le plus grand nombre d'affrontements au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Les affrontements dans les localités des provinces de la Komandjari (89%) et de Gourma (86%) étaient la principale raison de ces déplacements de population de ces provinces. Malgré ces affrontements dans les localités de l'Est, les populations avaient l'intention de rester dans leurs localités (95%). La région de l'Est n'avait pas enregistré de personnes retournées le mois précédant la collecte de données de mai 2023 tout comme au mois de mars 2023, soulignant aucune amélioration de la

situation sécuritaire dans cette région. Dans la région du Centre-Nord, la proportion de localités dans lesquelles il a été noté que l'arrivée de retournés (57%) en mai 2023 était en baisse par rapport au mois de mars 2023 (75%). Dans cette région, **les facteurs expliquant les retours des personnes dans leur localité d'origine en mai 2023 étaient le rétablissement de la situation sécuritaire dans la localité d'origine (50%) et les menaces sécuritaires (50%) dans leur localité d'accueil.** Ce dernier facteur montre une probable dégradation de la situation sécuritaire dans certaines localités d'accueil.

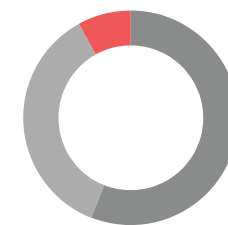
% de localités évaluées où les IC ont rapporté une arrivée de PDI dans les 30 jours précédents la collecte

	Mai 2022	Octobre 2022	Février 2023	Mars 2023	Mai 2023
Centre-Nord	42%	16%	50%	75%	20%
Est	16%	8%	31%	27%	0%
Nord	15%	8%	21%	20%	61%
Sahel	21%	4%	14%	33%	9%

Principales provinces d'origine des PDI (% localités où la présence de PDI a été rapportée)



Intentions de mouvement de la majorité des PDI qui se trouvaient dans les localités évaluées pour les 30 jours suivant la collecte

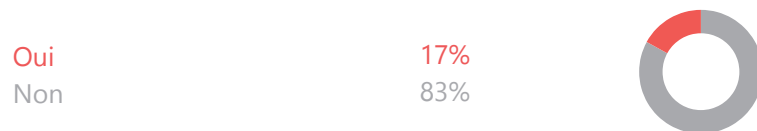


PROTECTION

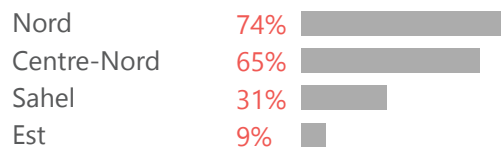
Le sentiment sécuritaire chez la majorité de la population était resté inchangé entre les mois de février (72%), mars (71%) et mai (78%) 2023.

Les incidents sécuritaires rapportés au mois de mai (17%) étaient en légère baisse comparativement au mois de mars (23%) sur l'ensemble des localités évaluées, excepté pour les localités de la région de l'Est (29%). Dans cette dernière, les communes de Foutouri dans la province de la Komandjari et de Partiaga dans la Tapoa étaient celles avec le plus d'incidents sécuritaires affectant les populations civiles. La majorité de la population n'avait pas accès aux services de protection⁶ dans 47% des localités de l'ensemble des régions évaluées. Les principaux services de protection auxquels la population des localités évaluées avait accès étaient le service de protection générale (79%) et le service de protection contre les violences basées sur le genre (51%) tout comme au mois de mars 2023.

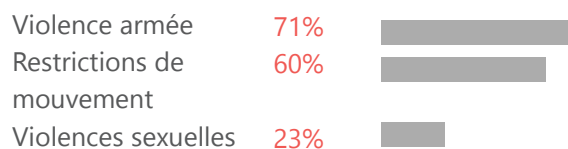
% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés



% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence d'un service de protection ou de référencement des incidents de protection



Principaux risques sécuritaires auxquels étaient exposés la majorité des filles et des femmes⁷

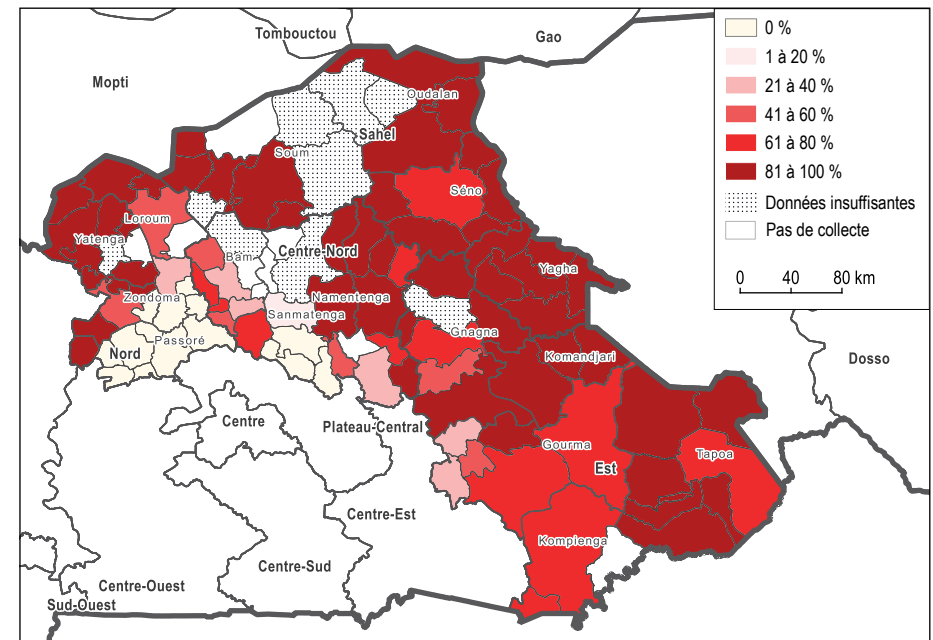


6. Service de protection général inclus le monitoring de protection, la documentation civil et l'assistance juridique

7. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question

ÉDUCATION

Carte 5. % de localités évaluées où la majorité de la population non déplacée n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche



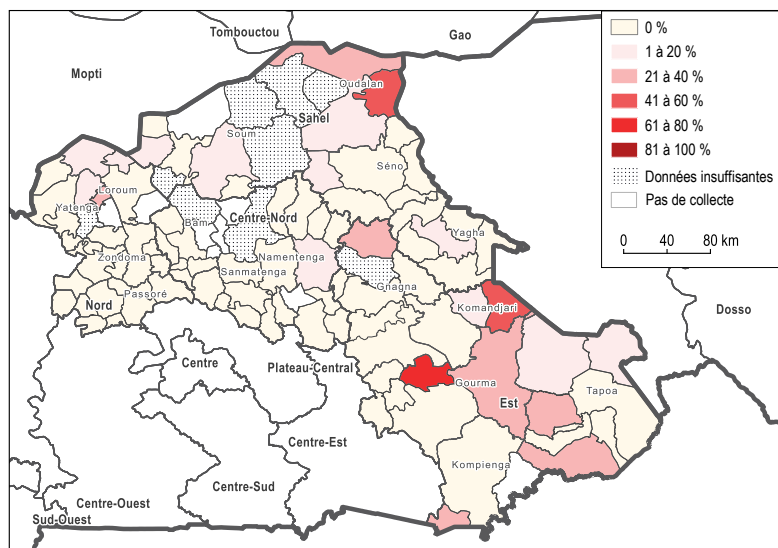
L'inaccessibilité des services éducatifs pour les populations en âge d'aller à l'école dans les localités évaluées était hausse pour l'ensemble des localités évaluées au mois de mai 2023. Selon UNICEF⁸, le nombre d'écoles fermées au Burkina Faso était passé de 6136 en avril 2023 à 6149 écoles en mai 2023 (représentant 24% des écoles du pays). **Dans la région du Centre-Nord particulièrement, l'inaccessibilité des services éducatifs avait progressé de plus de dix points passant de 43% des localités évaluées en février à 55% en mai 2023.** Cette situation indique que la plupart des apprenants de ces localités ont probablement interrompu leur scolarité pour l'année scolaire 2022-2023. En effet, dans l'ensemble des localités évaluées de cette région, l'éducation formelle était l'unique type d'éducation que les populations en âge d'aller à l'école recevaient. Aussi, aucune stratégie permettant de continuer l'apprentissage n'avait été mise en place dans les communes de Rouko (50%), Sabse (75%) et Tikare (67%) dans la province du Bam.

8. UNICEF, [Humanitarian Situation Report No.5](#), mai 2023



SANTÉ ET NUTRITION

Carte 6. % de localités évaluées dans lesquelles la majorité de la population ne pouvait pas obtenir des soins de santé lorsqu'elle en avait besoin



Principales barrières pour lesquelles la majorité de la population ne pouvait pas obtenir des soins de santé lorsqu'elle en avait besoin⁷

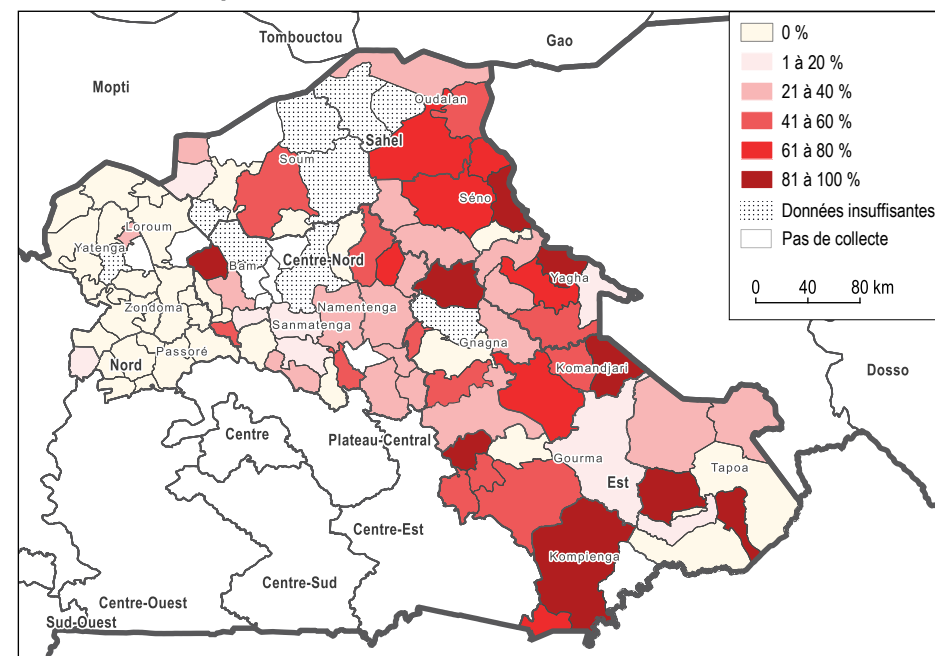
Infrastructures détruites	44%	
Infrastructures fermées pour insécurité	48%	
Absence de personnel de la santé	32%	

Dans l'ensemble des localités évaluées, la majorité de la population mettait entre 30 minutes et 1 heure de temps pour se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche, avec le moyen de déplacement le plus utilisé, dans 46% des localités évaluées. Ces structures étaient principalement les centres de santé et de promotion sociale (92%) et, dans une moindre mesure, les centres de santé communautaires (10%). Ces structures sanitaires fréquentées par la population font face à plusieurs problèmes dont, entre autres, le manque de médicament (68%) et le manque de personnel (27%). Le manque de médicament dans les centres de santé fréquentés par les populations de l'ensemble des communes de la région du Nord était assez préoccupant. En effet, **dans 80% à 100% des localités dans chacune des communes de cette région, la population fréquentait des structures sanitaires qui souffraient de manque de médicament.**



ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

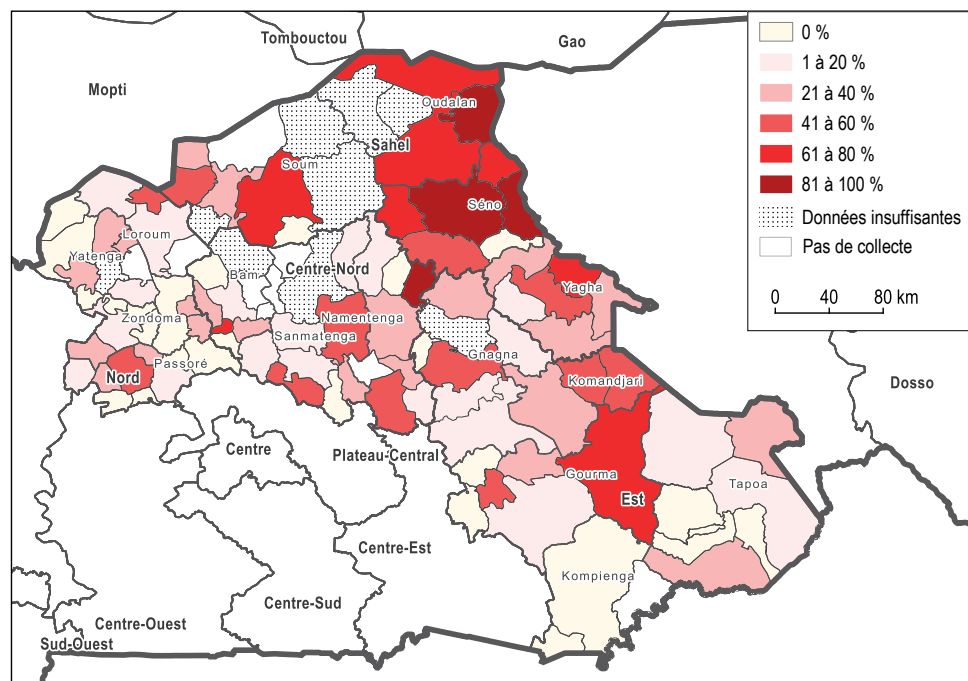
Carte 7. % de localités évaluées dans lesquelles la majorité des PDI s'était installé sans accord d'occupation



Dans l'ensemble des localités évaluées des communes de Koala, Manni et Partiaga dans la région de l'Est, le principal mode d'installation de la majorité des personnes déplacées internes était l'installation sans aucun type d'accord avec les propriétaires des lieux. **Dans 38% des localités de la région de l'Est, des personnes devaient dormir à même le sol dans leur abris. Les communes les plus touchées étaient celles de Namouno (100%), Pama (75%), Diapaga (80%), et Fada (71%).** Dans la région de l'Est, les PDI étaient le groupe de population le plus affecté par les problèmes d'abris (100%). **Des destructions d'abris avaient été constatées en petit nombre, principalement dans les communes de Deou (100%), Oursi (100%), et Titabe (75%) dans la région du Sahel.** Ces destructions d'abris ont été causées par des intempéries (64%), probablement les premières pluies annonçant le début de la saison hivernale.

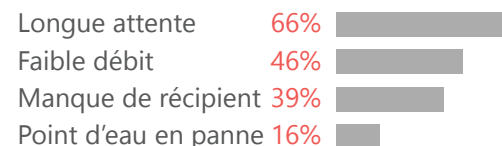
EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

Carte 8. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage

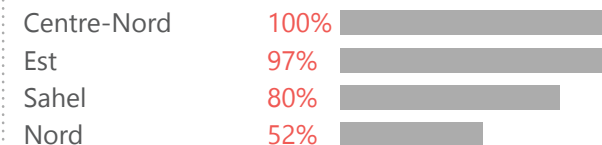


Dans la région du Nord, dans environ 48% des localités évaluées, les populations avaient accès à une source d'eau non améliorée (puit non-protégé et forage non-couvert) comme principale source d'eau pour boire. Les principales difficultés pour l'accès à l'eau des populations dans la région du Nord étaient l'attente trop longue aux points d'eau à cause d'une grande affluence (73%), le tarissement des points d'eau (58%), et le faible débit à la source (31%). L'eau était jugée trouble dans la totalité des localités évaluées des communes de Samba, Pilimpikou, Kalsaka, et Leba dans la région du Nord. **Comparativement au mois de février dans la région du Centre-Nord, la proportion de localités où la majorité de la population utilisait les latrines partagées avait augmenté en mai 2023, passant de 23% à 41%.** La région du Centre-Nord était la région qui enregistrait la plus grande proportion de localités ayant bénéficié de construction/réhabilitation de latrines (4%) en mai

Principales raisons du manque d'accès à l'eau⁹



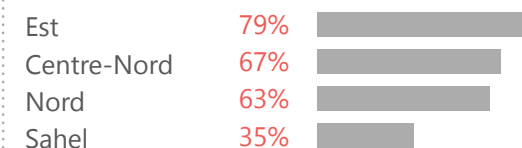
% de localités ayant pour principale source d'eau une source améliorée⁹ par région



Durée pour aller, attendre, collecter et revenir de la principale source d'eau



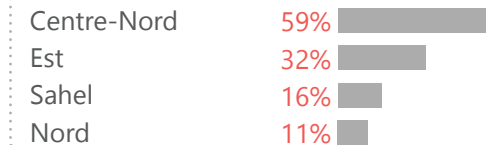
% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'existence de comité de gestion des points d'eau par région



% de localités où la majeure partie de la population pratique la défécation à l'air libre par région



% de localités où la principale méthode de lavage des mains était l'eau et le savon par région



2023 parmi toutes les régions évaluées, selon les IC. La défécation à l'air libre demeurait le principal type d'installation d'hygiène utilisé pour leurs besoins de défécation par la majorité de la population dans les régions du Sahel (50%), du Nord (57%) et de l'Est (58%). Dans la région du Nord, parmi les localités qui pratiquaient principalement la défécation à l'air libre, la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de latrine dans 95% de ces localités.

9. Une source d'eau améliorée fait référence à un robinet dans la maison, un robinet public, une borne fontaine, un poste d'eau autonome, un puit protégé, un forage, un camion-citerne, une eau en bouteille ou sachet.

COMMUNICATION

ACCÈS À L'INFORMATION

Principaux canaux de communication et d'information de la majorité de la population⁷

Commerçants	55%	
Amis ou famille	55%	
Radio locale	52%	

Types d'informations qui auraient été utiles pour la population¹⁰

Sécuritaire	60%	
Assistance humanitaire	23%	
Restriction de mouvement	12%	

% de localités évaluées où la population avait des difficultés à accéder à l'information sur l'aide humanitaire

Est	44%	
Sahel	43%	
Nord	12%	
Centre-Nord	6%	

% de localités évaluées où aucun réseau téléphonique mobile existait

Est	49%	
Nord	23%	
Sahel	14%	
Centre-Nord	0%	

Tout comme au mois de février 2023, les localités de la région de l'Est (48%) demeuraient celles où la majorité de la population avait des difficultés pour accéder à l'information humanitaire. Comme souligné dans l'étude sur la redevabilité dans la région de l'Est entre janvier et mars 2023, 53% des PDI et seulement 37% de personnes non déplacées avaient reçu des informations sur l'assistance humanitaire concernant au moins un de leur besoins prioritaires au cours des 6 mois précédant la collecte de données¹¹. Dans l'ensemble des localités évaluées des communes de Bilanga, Thion et Yamba où les populations avaient des difficultés à avoir accès à l'information, le principal facteur entravant l'accès à l'information était l'absence de réseau téléphonique et la situation sécuritaire, comme au mois de mars 2023. Le prolongement de l'absence du réseau téléphonique dans la région de l'Est pourrait augmenter la vulnérabilité des populations qui se retrouvent alors dans une situation d'isolement.

10. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.

11. Impact Initiatives, [Analyse de redevabilité - Évaluation pilote dans la région de l'Est du Burkina Faso](#), mai 2023

12. Cluster nutrition, [Burkina Faso | Tableau de bord du cluster nutrition](#), 2023



REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

L'assistance humanitaire dans l'ensemble des localités évaluées de la zone des trois frontières au Burkina s'était légèrement réduite entre les mois de février et mai 2023, passant de 33% à 22% de localités évaluées ayant reçu de l'aide. La suppression de l'assistance en *cash* dans les régions du Centre-Nord et du Sahel survenue durant cette période pourrait expliquer cette réduction de l'assistance humanitaire de manière générale durant cette période. En effet, l'assistance en *cash* était mentionnée par les IC dans 8% des localités évaluées en mai 2023 contre 23% en février 2023. Aussi, **le principal type d'assistance reçu par les populations, la distribution de nourriture, n'avait pas changé entre les mois de mars et mai 2023 pour l'ensemble des régions à l'exception de la région du Sahel**. En effet, on notait que ce type d'assistance humanitaire était mentionné dans 49% des localités évaluées de la région du Sahel, contre 93% en mars 2023. Aussi, **on notait une augmentation de la prise en charge de la malnutrition de façon générale et en particulier dans la région du Sahel (49%)**. Ce fait semblerait indiquer une augmentation des activités humanitaires liées à la nutrition dans la région du Sahel en mai 2023¹².

Carte 9. % des localités où les IC ont rapporté qu'une partie de la population avait reçu une assistance humanitaire

